

Cahier des Clauses Techniques Particulières

MAITRE D'OUVRAGE :

BRCM / ESID de Brest
Investissement – CC16
29240 BREST CEDEX
Tél. :

ASSISTANT MAITRE D'OUVRAGE :

SEM BREIZH
37 rue Jean-Marie Le Bris
29200 BREST
Tél. : 02 30 26 03 07

ARCHITECTE :

NOMADE ARCHITECTES
18, rue Alfred KASTLER,
56000 Vannes.
Tél. : 02 97 47 03 37

INGENIERIE :

OTEIS Agence de Rennes
10 Parc de Brocéliande
BP 96312
35763 SAINT-GREGOIRE
Tél. : 02 99 23 45 67

ACOUSTICIEN :

ACOUSTIBEL
22 Rue de Turgé
35310 CHAVAGNE
Tél. : 02 99 64 30 28

Travaux de rénovation d'un bâtiment de logement et création d'un parking 50p - LANDIVISIAU -



Lot n°00 : Prescriptions générales communes

_ Phase :DCE
_ Indice :
_ Date :05/2025

- SOMMAIRE -

1. PRESCRIPTION GENERALES ET TECHNIQUES TOUT CORPS D'ETAT.....	4
1.1. OBJET ET DEFINITION DE L'OPERATION	4
1.2. INTERVENANTS	4
1.2.1. LA MAITRISE DE L'OUVRAGE	4
1.2.2. MAITRISE D'ŒUVRE	4
1.2.3. BUREAU DE CONTROLE	4
1.2.4. COORDONNATEUR S.P.S	4
1.2.5. COORDINATION ET PILOTAGE (O.P.C)	4
1.3. PRESENTATION DE L'OPERATION	4
1.3.1. PRESENTATION.....	4
1.3.2. PHASAGE DES TRAVAUX.....	5
1.3.3. PRESCRIPTIONS ENVIRONNEMENTALES.....	5
1.3.4. CONTRAINTES D'INTERVENTION	6
1.3.5. CARACTERISTIQUES REGLEMENTAIRES DU PROJET	8
1.3.6. LISTES DES LOTS	8
1.3.7. PREAMBULE	8
1.3.8. OBLIGATIONS.....	9
1.3.9. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES TRAVAUX	9
1.3.10. DONNEES D'ORDRE TOPOGRAPHIQUE.....	10
1.3.11. OBSERVATION SUR LA REDACTION DU C.C.T.P	10
1.3.12. LISTE DES PIECES ECRITES DU DOSSIER REDIGES PAR LA MAITRISE D'ŒUVRE	10
1.3.13. LISTE DES PLANS DU DOSSIER ETABLIS PAR LA MAITRISE D'ŒUVRE.....	10
1.3.14. CERTIFICATS ECONOMIES ENERGIE (CEE)	10
1.3.15. REGLEMENTATION THERMIQUE.....	11
1.4. REGLES D'EXECUTION ET DE CALCUL	11
1.4.1. TEXTES REGLEMENTAIRES	11
1.4.2. CONTROLE DES PIECES DU MARCHE.....	11
1.5. REMISE DES PRIX	12
1.6. INSTALLATIONS DE CHANTIER	12
1.6.1. CLOTURE DE CHANTIER.....	12
1.6.2. ACCES DE CHANTIER.....	13
1.6.3. VOIRIE DE CHANTIER	13
1.6.4. VOIRIE ET SIGNALISATIONS	13
1.6.5. FERMETURES PROVISOIRES DES BATIMENTS.....	13
1.6.6. BARAQUEMENTS – AIRES DE CHANTIER.....	13
1.6.7. MISE A DISPOSITION DES FLUIDES DANS LE CHANTIER.....	14
1.6.8. AIRE DE LAVAGE DES ENGINS DE CHANTIER.....	14
1.6.9. AIRE DE STOCKAGE DES HYDROCARBURES	14
1.6.10. PANNEAUX DE CHANTIER.....	14
1.6.11. DOSSIER MARCHE	15
1.6.12. VENTILATION et PRECHAUFFAGE DU BATIMENT	15
1.7. ETUDES D'EXECUTION ET DE REALISATION ET DE SYNTHESE.....	15
1.7.1. GENERALITES	15
1.7.2. COORDINATION SSI.....	16
1.7.3. ETUDES D'EXECUTION COMPLEMENTAIRES POUR L'ENSEMBLE DES LOTS.....	16
1.7.4. ETUDE DE SYNTHESE	18
1.8. CONSTAT D'HUISSIER	18
1.9. IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	18
1.9.1. AXES DE REFERENCE.....	18
1.9.2. IMPLANTATION GENERALE DES OUVRAGES.....	18

1.9.3. TRAITS DE NIVEAUX – TRAÇAGE	19
1.10. ELEMENTS DIVERS	19
1.10.1. SECURITE DU CHANTIER	19
1.10.2. CONTROLE DES TRAVAUX	19
1.11. ORGANISATION DU CHANTIER.....	20
1.11.1. FICHES TECHNIQUES DES MATERIELS ET MATERIAUX	20
1.11.2. ETENDUE DES PRESTATIONS	20
1.11.3. TRAIT DE NIVEAU.....	20
1.11.4. RESERVATIONS – PERCEMENTS	20
1.11.5. TOLERANCE D'EXECUTION	21
1.11.6. NETTOYAGE EN COURS DE CHANTIER.....	21
1.11.7. EVACUATION PROVISOIRE DES EAUX	21
1.11.8. ECHANTILLONS, LOCAUX ET OUVRAGES TEMOINS.....	21
1.11.9. DEPENSES D'INTERETS COMMUNS – COMPTE PRORATA.....	22
1.11.10. USAGE DES MATERIELS ET ENGINS :	23
1.11.11. GARANTIE DES INSTALLATIONS.....	23
1.11.12. MISE AU COURANT DU PERSONNEL D'EXPLOITATION ET DE MAINTENANCE.....	23
1.11.13. GESTION DES DECHETS DE CHANTIER	23
1.12. OPERATIONS DE RECEPTION	24
1.12.1. NETTOYAGE GENERAL	24
1.12.2. LIBERATION DU CHANTIER	24
1.12.3. CLOTURES.....	24
1.12.4. INSTALLATIONS DE CHANTIER	24
1.12.5. REMISE EN ETAT DES LIEUX	24
1.13. TRAVAUX ACCESSOIRES.....	24
1.14. DOSSIER DE RECOLEMENT DES OUVRAGES.....	25
1.14.1. D.I.U.O (TRAÇABILITE)	25
1.14.2. D.O.E.....	25
1.15. ANNEXES.....	25
1.15.1. ANNEXE 1 : Règlement intérieur de la BAN.....	26
1.15.2. ANNEXE 2 : Déclaration Individuelle pour Marché Sensible.....	26
1.15.3. ANNEXE 3 : Fiche Individuelle de Contrôle Élémentaire	26
1.15.4. ANNEXE 4 : Note concernant les déchets	26

1. PRESCRIPTION GENERALES ET TECHNIQUES TOUT CORPS D'ETAT

1.1. OBJET ET DEFINITION DE L'OPERATION

Ce document a pour but de préciser les :

PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS

Le présent document définit les principes et les prestations générales qui sont proposées par l'équipe de Maitrise d'œuvre dans le cadre des études liées à la construction d'un plateau sportif à Morlaix

1.2. INTERVENANTS

1.2.1. LA MAITRISE DE L'OUVRAGE

BRCM / ESID de Brest Investissement – CC16
29240 BREST CEDEX

1.2.2. MAITRISE D'ŒUVRE

1) ARCHITECTE

NOMADE ARCHITECTES – Architecte
Immeuble ETHIK, PIBS2, 26 rue Alfred KASTLER,
56000 Vannes.
Tél. : 02 97 47 03 37

2) BUREAU D'ETUDES VRD GROS-ŒUVRE FLUIDES

OTEIS Agence de Rennes
10 Parc de Brocéliande
BP 96312
35763 SAINT-GREGOIRE

3) BUREAU D'ETUDES ACOUSTIQUE

ACOUSTIBEL
22 Rue de Turgé
35310 CHAVAGNE

1.2.3. BUREAU DE CONTROLE

1.2.4. COORDONNATEUR S.P.S

1.2.5. COORDINATION ET PILOTAGE (O.P.C)

La mission OPC sera assurée par le BET OTEIS.

1.3. PRESENTATION DE L'OPERATION

1.3.1. PRESENTATION

Le présent document définit les principes et les prestations nécessaires qui seront à fournir et à mettre en œuvre par l'adjudicataire du marché du lot dans le cadre des présents travaux pour :

Le projet a pour objet la rénovation d'un bâtiment de logements et création d'un parking 50p.

Le maître d'ouvrage fixe comme objectif Les dispositions respecteront à minima Les dispositions respecteront à minima :

- [La réglementation thermique > CALCUL RT RENOVATION bâtiment](#)

La présente opération fera l'objet d'un test d'étanchéité à l'air final à la charge de la maîtrise d'ouvrage.

1.3.2. PHASAGE DES TRAVAUX

L'ensemble des travaux se dérouleront dans le site, avec un risque d'interface avec le voisinage et autres organismes. Le chantier aura une durée globale travaux conforme au planning réalisé par l'OPC compris période de préparation.

CHAMBRE TEMOIN

Il sera prévu la réalisation d'une chambre témoin définie par le maître d'ouvrage suivant planning marché et définition du maître d'ouvrage. L'ensemble des entreprises devront donc prévoir dans son offre, la réalisation d'une chambre type complet (finitions comprises).

1.3.3. PRESCRIPTIONS ENVIRONNEMENTALES

Utilisation de bois certifié

L'entreprise garantit que le bois utilisé dans le cadre de l'opération est issu d'exploitations forestières engagées dans un processus de gestion durable selon tout ou partie des exigences suivantes. Ces exigences ne concernent que la dimension environnementale de la gestion durable des forêts qui garantit :

- La diversité biologique des forêts,
- Leur capacité de régénération,
- Leur vitalité,
- Leur capacité à satisfaire actuellement, et pour l'avenir, la fonction écologique pertinente au niveau local, national et international, sans causer de préjudices à d'autres écosystèmes.

L'Entreprise s'engage, pour chaque produit contenant du bois, à apporter la preuve au Maître d'Ouvrage, ou son représentant, que les produits utilisés répondent aux spécifications de gestion durable des forêts fixées ci-dessus.

Ces justificatifs peuvent prendre l'une et/ou l'autre des formes suivantes :

- Une attestation émise par le producteur sous contrôle d'un organisme tiers indépendant garantissant la gestion juridiquement régulière de l'exploitation du bois ou, le cas échéant, une licence délivrée par le pays d'origine attestant cette régularité. Cette licence doit faire l'objet d'un contrôle effectué selon les modalités prévues dans le cadre d'accords internationaux ;
- Un certificat attestant que le bois utilisé dispose d'une marque nationale ou internationale garantissant une gestion durable des forêts dont il est issu. L'octroi de cette marque doit faire l'objet de contrôles réguliers effectués auprès du titulaire, par un organisme indépendant. Il sera possible à l'entreprise de travaux de produire le label PEFC ou le label FSC s'il en est détenteur ;
- Un document attestant que le bois est issu d'une forêt bénéficiant d'un plan d'aménagement ou d'un plan de gestion validé par les autorités compétentes. L'application de ces plans doit faire l'objet de contrôles réguliers effectués par un organisme tiers indépendant disposant d'une expérience forestière ;
- Un document attestant l'adhésion de l'exploitant à un code de bonnes pratiques, adhésion par laquelle il s'engage à acquérir du bois provenant de forêts dont l'exploitation et la gestion sont juridiquement régulières et durables. Cet engagement doit faire l'objet de contrôles réguliers effectués par une tierce partie indépendante ;
- Ou tout autre moyen de preuve approprié attestant que les produits proposés par l'entreprise de travaux proviennent de sources présentant les garanties attendues en termes de régularité juridique et de gestion durable des forêts.

Quel que soit le ou les justificatifs produits, les informations minimales suivantes doivent être indiquées :

- Pays d'abattage du bois,
- Nom usuel de l'essence,

- Nom, raison sociale et adresse du fournisseur du bois brut.

L'Entreprise s'engage, chaque fois que le maître d'ouvrage, ou son représentant, le demande par Ordre de Service, d'apporter la preuve dans un délai de quinze (15) jours que le bois mis en œuvre sur le chantier ou que les produits contenant du bois tels que définis dans le programme des travaux répondent bien aux spécifications de gestion durable des forêts fixées ci-dessus. Il s'adresse au besoin au fournisseur ou au fabricant. Cette preuve peut notamment prendre la forme d'un bon de livraison indiquant clairement l'origine durable du bois.

Le non-respect de cette obligation entraîne l'application des pénalités prévues au 11.5.5 du présent CCP. En cas de mise en œuvre de bois ou de produits en bois ne répondant pas aux spécifications de gestion durable des forêts fixées ci-dessus, le mandataire devra assurer la mise en conformité, notamment par le remplacement des ouvrages concernés.

Déclaration ou étiquetage environnemental des matériaux

L'Entreprise devra veiller à ce que les entreprises mettent à disposition les informations disponibles sur les risques d'émissions de fibres et particules cancérogènes classées CMR1 – Cancérogène/Mutagène/Reprotoxique prouvé pour l'homme, et CMR2 – Cancérogène/Mutagène/Reprotoxique probable pour l'homme, des produits et matériaux utilisés dans l'opération et en contact avec l'air intérieur des logements, tout en respectant l'arrêté DEVP0908633A du 30 avril 2009 relatif aux conditions de mise sur le marché des produits de construction et de décoration contenant des substances cancérogènes, mutagènes ou reprotoxiques de catégorie 1 ou 2.

En présence de laines minérales, elles sont certifiées EUCEB, certification garantissant que les productions de laines minérales des industriels européens répondent bien aux critères d'exonération de cancérogénicité définis par la directive européenne 97/69/CE.

De façon générale, tous les produits à mettre en œuvre devront respecter la classe d'émission A+ de l'arrêté du 19 avril 2011 relatif à l'étiquetage des produits de construction, de revêtement de mur et de sol, des peintures et vernis sur leurs émissions de polluants volatils.

L'Entreprise s'engage à apporter la preuve que les produits utilisés répondent aux présentes spécifications.

Charte chantier à faible impact environnemental et gestion des déchets

Voir en annexe 4, la Note Concernant les Déchets qui intègre la charte de chantier à faible impact environnemental.

1.3.4. CONTRAINTES D'INTERVENTION

Intervention sur un site militaire

Les Entreprises devront respecter le règlement intérieur de la Base Aéronavale lors de leurs interventions ; ce dernier est joint en annexe 1.

Protection du secret

Les Déclarations Individuelles pour Marché Sensible et les Fiches Individuelles de Contrôle Élémentaire seront à renseigner par les lots attributaires selon les trames jointes en annexe 2 et 3 ; les Entreprises devront prendre en compte dans leur organisation les délais induits par ces procédures.

Les Entreprises devront tenir à jour et fournir chaque semaine la liste des travailleurs présents sur site.

Intervention sur un site militaire

Les Entreprises devront respecter le règlement intérieur de la Base Aéronavale lors de leurs interventions.

Protection du secret

Les Déclarations Individuelles pour Marché Sensible et les Fiches Individuelles de Contrôle Élémentaire seront à renseigner par les lots attributaires selon les trames jointes en annexe 2 et 3 ; les Entreprises devront prendre en compte dans leur organisation les délais induits par ces procédures.

Les Entreprises devront tenir à jour et fournir chaque semaine la liste des travailleurs présents sur site.

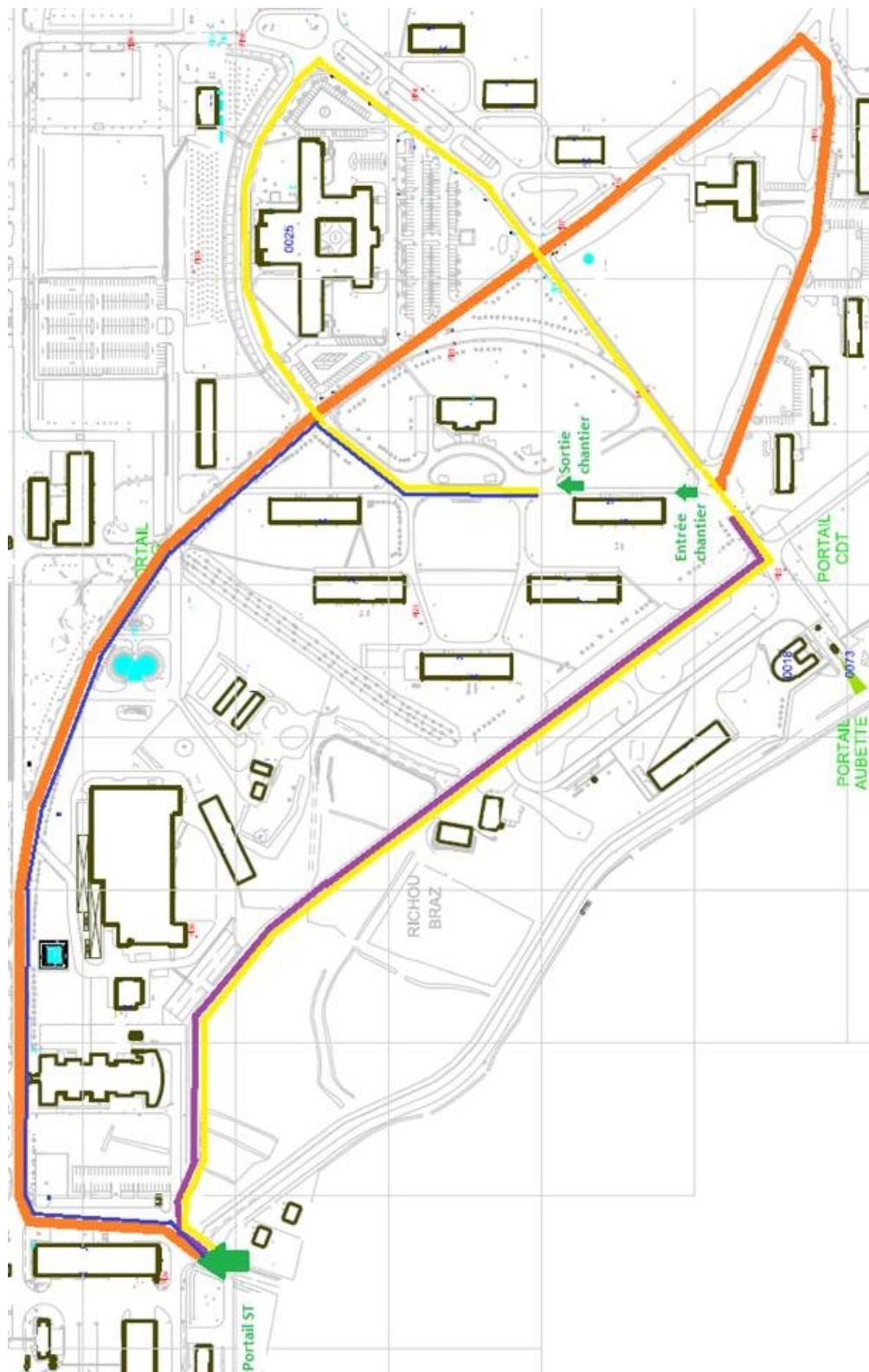
Flux chantier (voir plans ci-dessous)

1^{er} Circuit (représentée en orange pour l'aller et bleu pour le retour).

Il y a trois contraintes pour cette deuxième solution :

- Malgré ces 3 contraintes, le BMR ne voit pas d'incompatibilité avec la vie du site.

Point important et non négociable, pour la sortie de chantier, le BMR souhaite que les véhicules en passent derrière B25 (G2D 0025). Pour éviter la détérioration de l'enrobé lors des rotations des camions sur le stop à proximité (sur le plan au croisement du jaune et orange à gauche du 0025).



1.3.5. CARACTERISTIQUES REGLEMENTAIRES DU PROJET

Proposition de classement

Type	Catégorie
O	4 ^{ème}

- **Résistance au feu des structures** (CO 11 à CO 15) Préciser le degré en résistance au feu des structures et planchers. Pour les cas particuliers détailler la méthode retenue et faire référence à l'article correspondant.

Stabilité au feu 1h

- **Distribution intérieure et compartimentage** (CO 23 à CO 26). Préciser le principe de la distribution intérieure retenu (cloisonnement traditionnel, secteurs, compartiments) et le degré de résistance au feu des parois, blocs-portes et éléments verriers des baies équipant les parois). Détailler les notions de recoupement des vides (combles inaccessibles, volumes cachés et faux-plafonds).

Cloisonnement traditionnel au sens du CO24

Type locaux	Cloisons	Blocs portes
Parois entre locaux à sommeil et dégagements	CF degré 1 heure	PF de degré ½ heure
Parois entre locaux réservés au sommeil	CF degré 1 heure	PF de degré ½ heure
Parois entre locaux non réservés au sommeil	PF de degré ½ heure	PF de degré ½ heure

Les pléniums seront recoupés tous les 25ml

- **Locaux non accessibles au public, locaux à risques particuliers** (CO 27 à CO 29) Fournir la liste des locaux à risques (moyens et importants). Préciser les surfaces des locaux et les volumes le cas échéant. Identifier clairement ceux-ci sur les plans. Préciser le degré en résistance au feu des structures, parois, planchers, blocs-portes, mentionner la présence de ferme-porte.

Type locaux	Cloisons	Blocs portes
Risques importants (chaufferie au sous-sol)	CF degré 2 heure	CF de degré 1 heure avec ferme-porte
Risques moyens (caves, local DIRISI, TGBT, bagageries, buanderie)	CF degré 1 heure	CF de degré ½ heure avec ferme-porte

1.3.6. LISTES DES LOTS

00	Prescriptions générales communes
01	Terrassement VRD
02	Gros Œuvre
03	Charpente bois
04	Couverture
05	Traitement de façades - Enduit
06	Menuiserie Extérieures
07	Serrurerie Métallerie
08	Cloisonnement doublage plafond
09	Menuiseries intérieures
10	Revêtement de sol
11	Peinture
12	Chauffage Ventilation Plomberie
13	Electricité
14	Ascenseur

1.3.7. PREAMBULE

Le présent C.C.T.P. a pour but de faire connaître le programme général de construction et le mode de bâtir.

Les plans techniques doivent être lus en fonction des plans du Maître d'Œuvre. C'est à dire que la série des plans d'Architecture prime sur les plans techniques en ce qui concerne la disposition et les caractéristiques dimensionnelles des locaux.

Bien que classé par corps d'état, le présent C.C.T.P. forme un ensemble qui ne peut être dissocié, chaque entrepreneur devant prendre connaissance de la totalité du dossier. En conséquence, aucun entrepreneur d'un corps d'état déterminé ne pourra prétendre ignorer les prestations d'une entreprise d'un autre corps d'état.

Dans le cas de contradiction entre les prescriptions générales communes à tous les corps d'état et les clauses techniques particulières applicables à chacun des lots figurant au descriptif des différents lots, ce sont les plus contraignantes qui prévalent.

L'entrepreneur suppléera par ses connaissances professionnelles aux éléments qui pourraient être mal indiqués ou omis dans les plans et C.C.T.P., de même qu'il devra rétablir les incohérences entre les différents documents en chiffrant les indications les plus contraignantes.

Il est expressément stipulé que ces descriptions et indications n'ont pas de caractère limitatif et que l'entrepreneur devra prévoir tous les travaux de chacune des spécialités nécessaires au parfait achèvement des constructions.

En conséquence, l'entrepreneur ne pourra, en aucun cas, arguer des erreurs ou omissions aux plans et C.C.T.P. pour se dispenser d'exécuter intégralement tous les ouvrages nécessaires à l'achèvement des travaux et installations, de même qu'aucun supplément ne sera accepté à ce titre après la remise de son offre.

1.3.8. OBLIGATIONS

Chaque entrepreneur contracte l'obligation d'exécuter l'intégralité des travaux de sa profession nécessaire au complet achèvement de la construction projetée, conformément aux Règles de l'Art de bâtir et aux règlements en vigueur (sécurité des personnes, acoustique, thermique ...), quand bien même, il n'en serait pas fait mention à la partie traitée, si ces fournitures et façons sont nécessaires au parfait achèvement des ouvrages.

Les entreprises ne pourront se prévaloir d'une interprétation tendancieuse ou erronée d'un détail pour prétendre ne pas en devoir l'exécution. Aucune majoration ne pourra être admise dans les limites où les éléments nécessaires pourront être recueillis sur place ou découler des précisions données au présent C.C.T.P. en ce qui concerne l'emplacement du chantier, les sujétions spéciales, etc... et dans tous les cas où les connaissances professionnelles de l'entrepreneur pourront compléter aux lacunes, erreurs ou omissions des plans et du C.C.T.P.

Pendant toute la durée de l'accomplissement de son marché et avant même l'exécution de ses travaux, l'entrepreneur est tenu d'une obligation de conseil et de renseignements vis à vis du maître d'Œuvre et des autres entrepreneurs.

L'entrepreneur doit formuler des réserves dès lors que sa compétence lui permet de se rendre compte que les insuffisances présentées par les travaux effectués par les autres entrepreneurs peuvent avoir des conséquences dommageables concernant l'ouvrage qu'il est lui-même chargé d'exécuter.

Les réserves doivent être formulées dans un délai permettant la reprise ou la modification des ouvrages dans le cadre normal du calendrier du chantier.

1.3.9. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES TRAVAUX

L'entrepreneur est réputé, pour l'exécution des travaux, avoir procédé à tous les examens et investigations qu'il aura jugés nécessaires de faire pour remettre une offre forfaitaire. Aussi il aura :

- Pris pleine connaissance du plan de masse et de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux ainsi que du site, du terrain d'implantation des ouvrages, des bâtiments existants ou mitoyens et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux.
- Apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur importance et de leur particularité.
- Procédé à une visite détaillée du terrain et des bâtiments existants ou mitoyens et pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords, à la topographie et à la nature des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transport, lieux d'extraction des matériaux, ressource en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, voisinages, etc...).
- Contrôlé toutes les indications des documents de consultation, notamment celles données par le C.C.T.P., les plans et dessins, recueilli tous renseignements complémentaires éventuels auprès de la Maîtrise d'Œuvre, et également pris tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public (Service D.D.E., Services Municipaux, Services des Eaux, Electricité et Gaz de France, France Télécom., Services Techniques Intérieurs à l'établissement etc...).
- L'entrepreneur est réputé, pour l'exécution des travaux, avoir préalablement à la remise des offres, pris pleine connaissance des contraintes liées aux travaux à réaliser et à ceux liés au phasage.

1.3.10. DONNEES D'ORDRE TOPOGRAPHIQUE

Avant coulage un géomètre devra vérifier et relevé l'altimétrie et l'implantation de la dalle et après coulage il devra vérifier et relevé l'altimétrie et l'implantation de la dalle pour être en conformité avec plan.

Dès la prise de possession du chantier, l'entrepreneur du lot Gros œuvre devra effectuer un relevé de contrôle des principaux points et notamment, les seuils des existants conservés, (chaussée, trottoir, etc.), les cotes hors tout du terrain et bâtiments existants, les côtes du projet.

Avec diffusion des informations auprès de la Maîtrise d'Œuvre.

1.3.11. OBSERVATION SUR LA REDACTION DU C.C.T.P

Les plans et le C.C.T.P. se complètent réciproquement. Le présent document est établi sur la base des plans architecte, des mises à jour postérieures à la rédaction du C.C.T.P. pouvant avoir lieu, l'entrepreneur devra prévoir et chiffrer, par analogie avec les articles décrits, les prestations complémentaires de son lot.

Dans tous les cas, chaque entrepreneur ou sous-traitant est tenu de consulter les plans et les détails fournis à l'appui du présent C.C.T.P. et de prendre connaissance de la totalité des lots composant le C.C.T.P. Il ne pourra jamais prétendre les avoir ignorés, par conséquent, pour tel lot, il ne peut se prévaloir d'une omission dans les pièces écrites du dit lot, si celles d'un autre lot donnent des indications sur l'ouvrage ou la partie de l'ouvrage omis.

Cet ouvrage ou partie d'ouvrage est dû et exécuté par l'entrepreneur spécialiste pour lequel l'ouvrage ou la partie d'ouvrage est traditionnellement du ressort, et réalisé par analogie avec les ouvrages ou parties d'ouvrages décrits. Toutes discordances éventuelles devront être signalées au maître d'œuvre en temps utile. Aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les plans et détails

En cas d'erreurs, d'imprécisions ou de manque de côtes, les entrepreneurs devront le signaler au maître d'œuvre qui donnera toutes les précisions nécessaires. En cas d'erreurs ou d'oublis de l'entrepreneur en cours d'exécution de ses travaux, l'entrepreneur sera tenu pour responsable de ces erreurs ou oublis, ainsi que des modifications qu'ils entraîneraient pour tous les corps d'état.

Il est bien précisé que la clause de priorité prévue au Cahier des Clauses Administratives Générales entre les plans et le C.C.T.P. n'a pas pour but d'annuler la confection d'un ouvrage quelconque figurant sur l'une des pièces et non sur l'autre. Cette priorité ne joue qu'en cas de contradiction. En conséquence, tout ouvrage figurant aux plans et non écrit au présent descriptif est formellement dû, et vice versa.

Le C.C.T.P. de chaque corps d'état n'indique que, d'une manière générale et sans caractère limitatif, la description des ouvrages, à charge par les entrepreneurs, en tant que spécialistes, de la compléter eux-mêmes et de prévoir, dans leurs dépenses pour les travaux de leur lot, tout ce qui normalement doit entrer dans le prix d'une construction exécutée conformément aux Règles de l'Art.

En conséquence, les soumissionnaires devront :

- Se rendre sur place,
- Etudier et établir les détails d'exécution,
- Combler, s'il s'en trouve, toutes les lacunes qui pourraient apparaître en cours d'étude et les signaler au maître d'œuvre,
- Remettre, dans les conditions fixées au cahier des charges particulières et compte tenu des données générales du projet, un prix global excluant toutes équivoques.

1.3.12. LISTE DES PIECES ECRITES DU DOSSIER REDIGEEES PAR LA MAITRISE D'ŒUVRE

Voir liste des pièces DCE

1.3.13. LISTE DES PLANS DU DOSSIER ETABLIS PAR LA MAITRISE D'ŒUVRE

Voir liste des pièces DCE

1.3.14. CERTIFICATS ECONOMIES ENERGIE (CEE)

Les Certificats d'économie d'énergie (CEE) constituent un dispositif innovant, introduit par la Loi POPE en 2005 (articles 14 à 17 de la loi n°2005-781) pour réaliser des économies d'énergie finale dans le secteur diffus, résidentiel, tertiaire, petite industrie, agriculture, réseaux et transport

Par période de 3 ans, l'Etat impose aux obligés (fournisseurs d'énergie et distributeurs de carburants), de faire réaliser un certain volume d'économies d'énergie aux bénéficiaires (ménages, collectivités, entreprises). Ce niveau d'obligation est matérialisé par des Certificats d'Économies d'Énergie (les CEE). Les obligés peuvent déléguer tout ou partie de leur obligation auprès de délégataires qui deviennent obligés à leur tour.

Les CEE sont comptabilisés en « kWh cumac ». Les économies d'énergie sont cumulées sur la durée de vie de l'opération et actualisées à un taux de 4%

Les éligibles sont d'autres acteurs (collectivités, Anah, bailleurs sociaux), non obligés, qui peuvent obtenir des CEE pour leurs opérations d'économies d'énergie. Les éligibles et les obligés constituent les demandeurs de CEE, ce sont eux qui font leur demande de CEE auprès du service du ministère de l'énergie et du climat, le Pôle National des Certificats d'Économie d'Énergie (PNCEE) en charge de leur validation et de leur contrôle. Un demandeur peut mandater un tiers (un mandataire) pour déposer les CEE sur le compte du demandeur.

La demande de CEE doit être supérieure au seuil de 50GWhcumac (1GWhcumac = 1 000 000 kWhcumac). Une dérogation annuelle est autorisée pour chaque demandeur.

Le demandeur doit prouver son rôle actif et incitatif, pour justifier que l'opération d'économie d'énergie lui est attribuable grâce à une aide financière ou un accompagnement dont le bénéficiaire a profité.

Dans un regroupement, plusieurs éligibles (collectivités et autres acteurs éligibles) confient à l'un d'entre eux le rôle de regroupeur. Ce dernier dépose les CEE pour les membres du regroupement.

Éligibles et obligés peuvent échanger des CEE sur le marché CEE ce qui donne aux CEE une valeur financière.

Les entreprises consultées dans le cadre de cette opération sont de la démarche engagée par le Maître d'Ouvrage ; avec leur offre, elles devront quantifier les éléments par typologie d'opération standardisée, de manière à les engager sur ce sujet.

En cours de travaux, les Entreprises devront transmettre les documents techniques justificatifs nécessaires à la constitution du dossier CEE.

1.3.15. REGLEMENTATION THERMIQUE

Le dossier de consultation comprend une « Note de calcul RT Rénovation » qui fixe les hypothèses retenues afin d'atteindre les objectifs du programme, notamment concernant les caractéristiques de l'enveloppe et des systèmes, qui constituent le minimum de performances à respecter par les Entreprises.

Les entreprises s'engagent à respecter à minima les prescriptions liées à la thermique et à fournir tous les justificatifs à la MOE pour la mise à jour du calcul thermique en fin d'opération.

1.4. REGLES D'EXECUTION ET DE CALCUL

1.4.1. TEXTES REGLEMENTAIRES

Les documents de référence sont les suivants dans leur dernière édition :

- Les textes définissant le projet
- Les textes législatifs, les arrêtés préfectoraux et municipaux à caractère réglementaire
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales : (C.C.T.G)
- Le REEF et en particulier l'ensemble des documents techniques unifiés (DTU et normes associées)
- Les règles de calculs et documents publiés par le CSTB
- Les conditions de mise en œuvre spéciales pour certains matériaux stipulés par les fabricants, dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux textes ci-dessus.
- Les avis techniques du CSTB pour les éléments de construction concernés
- Règlement de sécurité incendie pour les bâtiments d'habitation (arrêté du 31 janvier 1986)
- Les règlements de voiries des services techniques de la Ville.

1.4.2. CONTROLE DES PIECES DU MARCHÉ

Avant tout commencement des travaux les entrepreneurs devront vérifier toutes les cotes des plans qui complètent les CCTP. Ils devront, signaler, en temps utile, aux Maîtres d'œuvre les erreurs ou omissions qu'ils auraient pu relever. Faute de se conformer à ces prescriptions, ils seront tenus pour responsables des erreurs ou omissions constatées lors de l'exécution et des conséquences qui en résulteraient. Ils ne pourront arguer d'omissions sur les plans et CCTP pour

se dispenser d'exécuter intégralement tous les travaux nécessaires au parfait achèvement de l'ouvrage, ni pour réclamer une majoration de prix ou indemnité quelconque.

1.5. REMISE DES PRIX

Les entrepreneurs devront obligatoirement répondre aux conditions stipulées dans le présent CCTP. Toute modification, qui leur paraîtrait susceptible d'améliorer la qualité des travaux ou l'économie du projet, sera chiffrée en variante en dehors de la proposition de base, si le règlement de consultation l'autorise.

Les offres seront présentées sous forme de la décomposition jointe au dossier, indiquant :

- indiquer que les offres entreprises sevront respecter obligatoirement les cadres DPGF
- N° article - désignation - prix unitaire - quantité - prix total -
- Avec des sous-totaux par paragraphe.
- Les prix seront répartis, le cas échéant, par phases de travaux avec récapitulation finale.
- Les numéros d'article devront impérativement correspondre à ceux du chapitre " Description des ouvrages" avec, éventuellement, des sous-détails.
- Les articles non décrits restent dus au titre de la prestation et sont présumés inclus dans le prix total.
- Les travaux en options demandés au présent C.C.T.P. seront obligatoirement chiffrés.
- Les propositions de candidats comportant des variantes dérogeant aux prescriptions de base du dossier de consultation, ne seront prises en considération que dans la mesure où les candidats auront également présenté une proposition entièrement conforme au dossier de consultation.
- Les quantités ne sont pas contractuelles, seules les prix unitaires et le forfait total sont contractuels.
- Les cadres de bordereaux quantitatifs fournis au présent dossier devront être contrôlés par l'entrepreneur.
- Ces documents seront considérés établis par l'entrepreneur.
- Le cadre de bordereau n'est pas limitatif, les modifications et compléments devront apparaître clairement (elles pourront, si elles le désirent, modifier les quantités).
- Quel que soit le corps d'état, chaque entrepreneur est tenu de faire une offre sur l'ensemble du lot retenu, toute offre partielle ne serait pas prise en considération.
- Le candidat devra faire preuve, fondée sur la remise des procès-verbaux d'essais des produits proposés en variante, que ces derniers sont conformes aux exigences de qualité du descriptif et qu'ils offrent un rapport qualité prix supérieur à celui des propositions de base.
- Dans le cas où le maître d'œuvre et ou le maître d'ouvrage ne jugerait pas le produit similaire, équivalent ou satisfaisant, il sera fait obligation à l'entrepreneur de fournir et de poser le produit de référence.

Dans son offre, l'entrepreneur devra incorporer en fin de bordereau, le montant global de l'incidence financière des postes ci-après :

- Travaux préparatoires, d'installation de chantier, échafaudages, protections, nettoyages, remises en état, etc.
- Travaux accessoires non compris dans le C.C.T.P. mais nécessaires à la bonne réalisation, au respect des Normes et Règlements et au bon achèvement de ses ouvrages.
- Plans d'atelier et de chantier, documents graphiques, notes de calcul, etc.
- Travaux mal indiqués ou omis dans le C.C.T.P. mais nécessaires au bon achèvement de ses ouvrages.
- Erreurs dans les quantités du quantitatif éventuellement proposé.

Pour ces deux derniers postes comme prévu ci-avant, l'entrepreneur devra suppléer par ses connaissances professionnelles aux éléments qui pourraient être mal indiqués ou omis sur les plans ou dans le C.C.T.P. de même qu'il devra rétablir les incohérences entre les différents documents en chiffrant les indications les plus contraignantes sachant qu'aucun supplément ne sera accepté à ce titre après la signature du marché.

Pour ne pas être pénalisé, l'entrepreneur pourra détailler en annexe, ce montant global forfaitaire afin de permettre à la maîtrise d'œuvre de comparer objectivement son offre.

IMPORTANT :

- Dans le cas où l'entrepreneur ne prévoirait aucun montant forfaitaire en fin de bordereau, l'ensemble des prestations ci-dessus sera considéré comme inclus dans le montant global des travaux.

1.6. INSTALLATIONS DE CHANTIER

1.6.1. CLOTURE DE CHANTIER

Le lot Gros-œuvre a en charge la mise en place des clôtures de chantier, qui devra être mise en périphérie. La clôture de chantier sera constituée par une palissade réglementaire assurant la protection et la sécurité des personnes, du matériel et des matériaux. Elle devra être conçue de façon à ne pas entraver la circulation des véhicules et des piétons dans l'enceinte ou à l'extérieur des bâtiments. Ces prestations seront complétées par les dispositions du P.G.C.S.P.S., Barrières, cadenas, WC, Bureau, etc...

Elle sera constituée de clôture panneaux pleins type bardage blanc et de clôture de type Heras l'ensemble sera solidement fixés dans le sol, d'une hauteur minimum de 2,00 m hors sol extérieur et comportera des portillons et portails d'accès fermant à clé en nombre et dimension suffisant pour l'organisation du chantier. Des renforcements seront imposés chaque fois que la clôture sera placée en limite d'une chaussée et d'un dénivelé de terrain.

Nota : Pose de barrières avec vu sur le chantier.

L'ouverture et la fermeture des portes du chantier seront sous la responsabilité de l'entreprise du lot gros œuvre pendant son intervention et des autres corps d'état lors de leurs interventions.

L'entrepreneur devra assurer à ses frais, l'amenée des clôtures, la pose, leur modification, l'entretien pendant la durée des travaux et leur repli en fin de chantier, panneau d'affichage à apposer pour diverses informations.

Zone chantier : voir plan de principe d'implantation de chantier

1.6.2. ACCES DE CHANTIER

Le lot Gros œuvre devra installer et entretenir à ses frais les portails et portillons nécessaires à l'accès des différentes zones de travaux et à la base vie pendant toute la durée du chantier.

Les portails et portillons seront munis de fermetures à clef. Leur fermeture chaque soir sera de la responsabilité de l'entrepreneur du lot Gros œuvre pendant toute la durée du chantier.

La fourniture de clé au MOA, à l'OPC et au MOE, et aux entreprises selon nécessité, notamment après départ du GO.

1.6.3. VOIRIE DE CHANTIER

Les dessertes principales du chantier pour les entrées / sorties d'engins et pour les livraisons se feront à partir des voies existantes. Toutes les voiries complémentaires pour les accès et la circulation à l'intérieur du site seront à la charge de l'entrepreneur du lot Gros œuvre. L'empierrement sur la voirie de chantier sera réalisé par le Lot VRD sur les emprises des surfaces à sa charge concernées par le projet.

Le lot VRD mettra également en place une plateforme provisoire d'une largeur de 3.00ml en périphérie du bâtiment afin de permettre la mise en œuvre d'échafaudages ou de nacelles en toute sécurité ; le complexe de type PF2 aura au minimum 50cm d'épaisseur.

1.6.4. VOIRIE ET SIGNALISATIONS

Le lot Gros œuvre devra réaliser et entretenir à ses frais les panneaux réglementaires de signalisation routière permettant la desserte du chantier en coordination avec les services de l'établissement et avec ceux de la collectivité. Cette signalisation sera entretenue, adaptée par le lot Gros œuvre pendant toute la durée du chantier et évacuée à sa charge en fin de travaux.

L'entrepreneur titulaire du lot Gros œuvre fera toutes les démarches nécessaires et prendra également à sa charge toutes les autorisations de voirie, frais d'occupation pendant la durée totale du chantier.

L'entrepreneur aura à charge de prendre tous les renseignements nécessaires à l'élaboration d'un plan de circulation auprès de l'établissement et des autorités locales pour définir sur base du plan d'installation de chantier :

- Les zones de stationnement des véhicules du personnel de chantier et des visiteurs suivant exigences et nécessités du SPS
- Les zones de livraison et d'attente des camions en cas d'affluence
- Les plages horaires à respecter pour les livraisons et la collecte des déchets.

1.6.5. FERMETURES PROVISOIRES DES BATIMENTS

Les fermetures provisoires du bâtiment, nécessaires pour interdire l'accès en dehors des heures de chantier, sont à la charge de l'entrepreneur de gros-œuvre.

1.6.6. BARAQUEMENTS – AIRES DE CHANTIER

Le lot Gros-œuvre a en charge la mise en place de l'ensemble des installations de chantier communes à tous les lots et formant la "BASE VIE"

- Il doit en assurer l'entretien journalier durant toute la durée des travaux.
- Il en assurera leurs déplacements suivant le phasage des travaux.
- La composition et l'implantation de cette base vie est définie ci-après selon les recommandations du PGC.
- Les indications sur les installations de chantier données dans les différents lots n'ont pour objet que de rappeler aux entreprises leurs obligations, ces indications ne se substituent en aucune façon aux prescriptions portées sur le CCAP sur le PGC et sur le présent document.

Composition de la base vie :

- Une salle de réunion de 40m² (3 modules bungalows), meublée, éclairée et chauffée ; avec connexion internet, imprimante/scanner couleur A4/A3 et vidéoprojecteur,
- Les installations communes (vestiaires, réfectoires, sanitaires) selon PGC.

1.6.7. MISE A DISPOSITION DES FLUIDES DANS LE CHANTIER

A partir des « points de livraison » mis en place par les lots Gros-œuvre, Courant fort et Plomberie, les différents lots devront assurer à leurs frais la distribution des fluides dont ils auront besoin à l'intérieur du site.

D'une façon générale, la réalisation des infrastructures d'amenée des fluides sur le chantier et les frais de branchement sont à la charge du lot gros œuvre, les dépenses liées à la consommation seront réparties entre toutes les entreprises au titre du compte **PRORATA suivant les modalités du PGC et du CCAP**.

L'eau potable :

Raccordement à partir du réseau de la BAN selon indication de l'USID

L'entrepreneur du lot Gros-œuvre prend à sa charge tous les travaux et équipements nécessaires à la distribution de l'eau sur l'ensemble du site pour les besoins des travaux et pendant toute la durée du chantier. Il devra également le raccordement des installations de chantiers. Ces équipements comporteront les compteurs avec clapets disconnecteurs antipollution.

Les frais de branchements provisoires seront également à prendre en compte par le lot gros œuvre. A partir du branchement provisoire, la fourniture et le raccordement de postes de puisage d'eau dans les bâtiments en construction sont à la charge du lot plomberie-sanitaire (compris les supprimeurs nécessaires).

Ce branchement, avec le sous-comptage correspondant, sera à la charge de l'entreprise de Gros œuvre si nécessaire.

Electricité :

Branchements de chantier d'une puissance nécessaire pour couvrir les besoins du chantier (y compris pour les grues) à partir du réseau existant sur la BAN selon les indications de l'USID

L'entrepreneur de Gros-œuvre prend à sa charge tous les travaux et équipements nécessaires à l'amenée du courant sur le site compris poteaux, câbles, poste de transformation HTA/BT si nécessaires, armoire générale, protections, accessoires et disjoncteurs différentiels de branchement.

La distribution et le raccordement électrique des installations de la base vie et de son éclairage extérieur (jusqu'aux pieds des constructions) est à la charge du lot Gros-œuvre ainsi que la mise en place d'armoires électriques en pieds de chaque bâtiment.

L'éclairage des bâtiments en construction (cages d'escalier et circulations) et la mise en place des boîtiers de prises de courant pour les besoins des travaux sont assurés par le lot courant fort.

Téléphone, Fax et connections Internet (ADSL) :

L'entrepreneur du lot Gros-œuvre devra prendre à sa charge :

- Les demandes d'abonnement auprès de France Télécom ou tout autre prestataire de services, pour une ligne téléphone et une ligne fax dédiées au chantier si besoins

EU – EV :

L'entrepreneur du lot Gros-œuvre établira, à ses frais, les raccordements des sanitaires sur les réseaux existants du site après en avoir fait la demande auprès de l'établissement.

Dans le cas d'impossibilité de se raccorder sur un réseau existant l'Entrepreneur devra la fourniture et la mise en place d'une fosse toutes eaux réglementaires.

1.6.8. AIRE DE LAVAGE DES ENGINS DE CHANTIER

L'entrepreneur du lot Gros-œuvre devra la réalisation, à ses frais, d'une aire de lavage des engins de chantier qui doivent emprunter les voies de circulation publiques et de l'établissement.

Cette aire de lavage sera équipée d'un bassin de décantation avant le rejet des eaux sur le réseau d'assainissement. Les modalités de rejet des EU devront être soumises à l'approbation des services techniques de l'établissement.

L'entrepreneur prévoira l'ensemble des frais nécessaires au fonctionnement de l'aire de lavage (raccordements en eau, électricité, EU, etc...). Cette prestation n'entre pas dans le cadre du compte PRORATA.

1.6.9. AIRE DE STOCKAGE DES HYDROCARBURES

Sans objet.

1.6.10. PANNEAUX DE CHANTIER

L'entrepreneur de gros-œuvre devra assurer le maintien en permanence du panneau d'affichage réglementaire du permis de construire installé sur le terrain.

Le Maître de l'Ouvrage se réservant le droit de publicité sur le chantier, tout autre affichage sera soumis à son accord préalable.

Chaque panneau sera installé sur un chevalet construit pour cet usage et entretenu pendant toute la durée des travaux, compris peinture de l'ensemble.

L'entrepreneur de Gros œuvre devra la fourniture et la pose d'un panneau-enseigne dont le projet sera soumis au Maître d'œuvre. Ce panneau, de 12 m² mini (4,00 x 3,00 m) comportera les éléments suivants :

Modèle en accord avec le maître d'ouvrage y compris logos financeurs.

PANNEAU PREMIERE PARTIE :

- Dans le tiers supérieur :
 - L'adresse et la consistance du programme,
 - L'identité du Maître d'Ouvrage avec logo en couleur.
- Dans le tiers du milieu :
 - Une vue artistique en couleur du projet.
- Dans le tiers inférieur :
 - L'identité du maître d'œuvre et des conseils techniques éventuels,
 - L'identité de la société de contrôle technique,
 - L'identité de la société d'O.P.C.
 - L'identité de la société de Coordination Sécurité.

Avec les coordonnées complètes (adresse, téléphone, fax, site et adresse Internet)

PANNEAU DEUXIEME PARTIE

- Second panneau :
 - L'identité de tous les entrepreneurs.
 - Un emplacement pour les mises à jour de la liste des intervenants

Avec les coordonnées complètes (adresse, téléphone, fax, site et adresse Internet). L'emplacement de ce panneau ainsi que les textes détaillés et leur mise en forme seront définis en début des travaux en coordination avec la Maîtrise d'œuvre. Par ailleurs les logos couleur des différents intervenants et partenaires seront à intégrer sur ces panneaux de chantier. En dehors de ces panneaux, la mise en place de panneaux individuels, des sous-traitants seront formellement interdite.

L'entrepreneur du lot Gros-œuvre devra la fourniture et mise en œuvre à ses frais de tous les panneaux de chantier réglementaires (Port du casque, Chantier interdit au public, permis de construire etc...).

1.6.11. DOSSIER MARCHE

L'entrepreneur de gros œuvre devra la fourniture d'un dossier marcher complet, comprenant tous les plans, le CCAP, les CCTP tous corps d'état dans un placard fermant à clé dans le bureau de chantier. Les plans seront tenus à jour et renouvelés s'ils sont abîmés. Un dossier d'exécution validé devra être présenté pour T.C.E

1.6.12. VENTILATION et PRECHAUFFAGE DU BATIMENT

Dès que le besoin s'en fera sentir, à savoir dès lors qu'une entreprise ne pourra plus assurer la pose conformément au DTU, et prescriptions des avis techniques, un préchauffage sera à mettre en place, associé à une ventilation si nécessaire ; ceci sera réalisé selon les conditions suivantes :

Cas 1 : si les installations définitives du lot CVC sont opérationnelles, le lot CVC les mettra en service à ses frais, et la maintenance et les consommations seront prises en charge par le compte prorata,

Cas 2 : si les installations définitives ne sont pas opérationnelles, le lot GO installera les aérothermes électriques en nombre suffisant (la puissance de raccordement électrique de chantier devra avoir été dimensionnée en conséquence), les frais résultants (location, maintenance, installation et consommations) seront pris en charge par le compte prorata).

1.7. ETUDES D'EXECUTION ET DE REALISATION ET DE SYNTHESE

Toutes les prestations décrites ci-après devront être chiffrées par les entrepreneurs pour les études des ouvrages qui les concernent.

1.7.1. GENERALITES

Etudes d'exécution :

La mission donnée à la maîtrise d'œuvre est une mission de base, mais avec études EXE pour les lots fluides Aussi, les autres études d'exécution sont à la charge des entreprises.

Pour le lot gros œuvre: Durant le mois de préparation, les plans de coffrage et d'armatures seront faits, y compris les réservations pour les autres lots y compris toutes sujétions dans les banches,

Pour les lots Techniques (Plomberie, Chauffage, Ventilation, Climatisation, Electricité, Fluides & V.R.D) : les plans fournis au dossier constituent la totalité de la mission EXE du BET de la MOE ; ils donnent les principales indications relatives aux matériels, à leur emplacement, au dimensionnement et au cheminement des réseaux. Ils doivent permettre aux entreprises de remettre leur offre. Les entreprises devront en respecter les principes, les vérifier, les valider et apporter toutes les remarques qui leur sembleraient utiles. Ils seront complétés par les éléments d'exécution (notes de calcul, sélection de matériel, schémas particuliers ...) durant les périodes consacrées à la préparation de chantier et à la synthèse.

Plans d'atelier et de chantier (PAC) :

Les entreprises ont à leur charge les **Plans d'Atelier et de Chantier** complémentaires. Ces plans concernent en général les éléments suivants :

- Etudes spécifiques liées aux méthodologies d'exécution choisies par les entreprises
- Plans de calepinage des éléments coffrant.
- Plans de façonnage et débit des aciers de ferrailage des éléments en béton armé
- Plans des éléments en béton préfabriqués (poutres, prédalles, escalier, etc...)
- Plans de réservations des ouvrages de menuiseries, de serrurerie et des appareils élévateurs
- Plans de calepinage et d'exécution des ouvrages d'habillage des façades (bardage, mur rideau...)
- Plans de détail et d'exécution des ouvrages de menuiseries (intérieures et extérieures) de serrureries, et de tous les autres ouvrages de second œuvre (faux-plafonds, cloisons, revêtement de sol, mobilier sur mesure, chambres froides, paillasse, transporteur pneumatique etc...)
- Plans de calepinage des faux plafonds, des revêtements de sols et des autres ouvrages de second œuvre.
- Plans et détail d'exécution du groupe électrogène
- Plans et détail d'exécution des appareils élévateurs
- Les plans et études complémentaires liés à un choix d'entreprise qui modifierait les documents d'exécution fournis avec le dossier d'appel d'offre (méthode, matériel ou matériaux différents, implantation d'ouvrage, etc...)
- Les plans et notes de calcul des ouvrages provisoires, nécessaires à l'exécution des travaux, tels que blindages, échafaudage, coffrage, etc...

Les principales réservations et les principaux percements dans les ouvrages de gros-œuvre sont indiqués d'une manière théorique sur les plans de la Maîtrise d'œuvre fournis avec le dossier d'appel d'offres, pour ce qui concerne les lots techniques (Electricité, Plomberie, Chauffage-Ventilation) et les lots revêtements de sols et Appareils élévateurs.

Chaque entrepreneur devra en vérifier la concordance et la cohérence avec ses propres ouvrages, faire toutes les remarques qui lui sembleront utiles et confirmer ou préciser les dimensions et l'altimétrie de celles-ci.

Tous les changements d'implantation de réservations dus à des remarques d'entreprises, à un choix particulier de matériel ou d'équipement, à un parcours de réseau différent de celui proposé, devront être soumis à l'approbation de la Maîtrise d'œuvre qui modifiera en conséquence ses plans de réservations.

Le report des réservations des ouvrages de menuiseries intérieures et extérieures, de Serrurerie, des Appareils élévateurs et autres corps d'état secondaire (tel transporteur pneumatique et autres...) sera effectué sur les plans BA par la maîtrise d'œuvre.

Toutes ces mises aux points auront lieu durant les périodes consacrées à la préparation du chantier et à la synthèse.

Les réservations dans les ouvrages de cloisons et doublages seront indiquées à l'entreprise titulaire de ce lot par les entrepreneurs qui en feront la demande durant la période consacrée à la préparation du chantier et à la synthèse.

1.7.2. COORDINATION SSI

La mission de Coordination SSI est définie par la norme NF S 61 932, elle sera réalisée par le BET OTEIS.

La réalisation de la mission comprend la création du Dossier d'Identité SSI, les réunions de coordination, les réunions d'essai de fonctionnement, les visites de commission de sécurité, la mise à jour du Dossier d'Identité.

1.7.3. ETUDES D'EXECUTION COMPLEMENTAIRES POUR L'ENSEMBLE DES LOTS

Préambule :

Pour mener à bien l'ensemble des études, les entrepreneurs prendront pour base les documents du dossier, définis ci-avant, et tiendront compte de l'ensemble des règlements de calcul en vigueur.

Chaque entrepreneur doit également dans sa prestation la réalisation des notes de calculs et plans des ouvrages provisoires, nécessaires à l'exécution des travaux, tels que blindages, échafaudages, coffrages, etc...

Note de calculs :

Chaque entrepreneur doit établir une note de calculs justificatifs des études propres qu'il aura menées, rédigée clairement. Cette note précisera en particulier le mode de calcul retenu, les abaques et tableaux éventuellement utilisés. Un exemplaire sera remis aux Maîtres d'œuvre et au Bureau de contrôle. Tout emploi de logiciel fera l'objet d'un document de présentation permettant la compréhension par un homme de l'art et mentionnant l'avis du CSTB.

Plans d'exécution :

L'ensemble des plans d'exécution sera réalisé sur un support informatique compatible avec AUTOCAD au format DWG. Sur chaque plan, les hypothèses de calcul principales devront apparaître ainsi que l'origine du plan, l'indice avec la date et devront apparaître clairement les modifications du dernier indice.

Pour plus de clarté, l'Entrepreneur retrouvera dans chaque CCTP, les hypothèses de calcul propres au lot considéré. Toutes remarques doivent être formulées avant remise des offres et au plus tard avant la signature des marchés, toutes remarques ou réserves sur les documents du dossier après signature ne pourront donner lieu au paiement de travaux supplémentaires. Les entrepreneurs devront donc en assurer la responsabilité.

Etudes particulières :

Etudes complémentaires béton armé réalisées par le lot Gros œuvre,

En plus des prescriptions ci-dessus, l'Entrepreneur du lot gros œuvre veillera au respect des règles suivantes :

Notes de calcul : elles devront avoir :

- Un sommaire précis
- Une présentation claire des hypothèses et des méthodes de calculs
- Un résumé des listings des logiciels informatiques utilisés

Plans de coffrage :

En plus des règles de l'Art habituelles, les plans de coffrage béton armé devront faire apparaître clairement les éléments suivants:

- L'ensemble des charges d'exploitation des planchers murs et longrines etc...avec leurs zones d'influence (Implantation)
- L'ensemble des charges permanentes des planchers et murs etc..
- Le repérage précis de l'ensemble des réservations dans tous les ouvrages béton armé avec leur destination (EDF, EP, EU, CLIM, VMC, PLO, etc...) + points d'ancrages et calepinage des trous de banche.
- Les caractéristiques des bétons et aciers à mettre en œuvre et les degrés de stabilité au feu des structures.

Plans de ferrailage :

En plus des règles habituelles ils devront faire apparaître les éléments suivants :

- Type de béton et aciers
- Type de fissuration et enrobages
- Stabilité au feu du calcul
- Le renvoi précis au plan du coffrage auquel se réfère le plan de ferrailage

Etudes complémentaires Assainissement et réseaux divers :

Toutes les notes de calcul et les plans d'assainissement devront être soumis à l'approbation du Maîtres d'œuvre et au Bureau de contrôle. En aucun cas les travaux ne pourront démarrer avant réception de l'accord de toutes les personnes ou organismes concernés par ces ouvrages.

Notes de calculs :

- Un sommaire précis
- Une présentation claire des hypothèses et des méthodes de calculs
- Un résumé des listings des logiciels informatiques utilisés

Les plans devront faire apparaître clairement les éléments suivants :

- Repérage X, Y, Z de l'ensemble des canalisations, regards, fourreaux, etc... Le repérage X, Y, Z sera raccordé sur les axes de référence
- Les diamètres et les pentes des canalisations et fourreaux
- Les regards d'assainissement devront être repérés en X,Y,Z pour leur tampons et X, Y, Z pour leur radier avec les fils d'eau des écoulements
- Sur les plans seront définis également le nombre des fourreaux divers, leur profondeur, leur diamètre, les croisements et les repérages X, Y, Z des arrivées et départs.
- Eau et autres réseaux : dito fourreaux divers

Etudes complémentaires Plomberie – Chauffage – Ventilation – Electricité :

Notes de calculs :

- Un sommaire précis
- Une présentation claire des hypothèses et des méthodes de calculs
- Un résumé des listings des logiciels informatiques utilisés

Plans d'exécution :

En plus des règles habituelles, sur ces plans devront apparaître clairement, les débits des fluides, les parcours avec les pentes, les niveaux des traversées dans les ouvrages structurels verticaux, les sections et les types de matériaux utilisés.

1.7.4. ETUDE DE SYNTHESE

La synthèse a pour but de réunir toutes les informations techniques des différents corps d'état, permettant :

- De faire intégrer sur les plans renseignés des éléments de structure les différents besoins des corps d'états en matière de trous, passage, gaines trémies, etc... et d'en établir les plans de synthèse des réseaux et de synthèses d'équipement.
- De coordonner entre les corps d'états, les positions des équipements
- D'établir les plans où figureront ensemble toutes les parties visibles telles que calepinage des faux-plafonds, des luminaires, des bouches de ventilation, des accessoires courants forts et faibles
- De recenser les besoins en énergie et fluides
- De s'assurer des possibilités d'accès de et d'implantation des matériels et équipements
- Toutes les réservations dans ouvrages béton seront à valider pendant la phase synthèse

Les lots suivants participeront à la cellule de synthèse :

01	Terrassement VRD
02	Gros Œuvre
03	Charpente bois
04	Couverture - Étanchéité
05	Traitement de façades - Enduit
06	Menuiserie Extérieures
07	Serrurerie Métallerie
08	Cloisonnement doublage plafond
09	Menuiseries intérieures
10	Revêtement de sol
11	Peinture
12	Chauffage Ventilation Plomberie
13	Électricité CFO CFA
14	Ascenseurs

La cellule de synthèse sera dirigée par le BET OTEIS pour la partie fluides afin d'apporter la vision globale du projet avec la définition des techniques imposées. Des réunions de coordination techniques et de synthèse seront programmées autant de fois que nécessaire. Chaque entreprise aura l'obligation d'y participer sous peine de se voir infliger, par défaut, des pénalités (voir CCAP). Les sous-traitants en charge d'un corps d'état participeront également, à cette synthèse pour satisfaire aux délais fixés au calendrier détaillé d'exécution. En fin d'opération, les plans de synthèse tenus à jour constitueront des éléments utiles aux entreprises à la constitution du dossier des ouvrages exécutés.

1.8. CONSTAT D'HUISSIER

L'entrepreneur du lot Gros œuvre devra réaliser à ses frais, un constat établissant l'état des ouvrages avoisinants, ainsi que les voiries, clôtures, trottoirs, canalisations, ouvrages mitoyens étant susceptibles d'être endommagés pendant les travaux.

Ce constat sera fait par un huissier, à la charge de l'entreprise, en présence du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre avant le démarrage des travaux.

En fin de chantier ce constat fera foi et permettra de définir quels ouvrages seront à remettre en état ou à refaire par l'entrepreneur ou les entrepreneurs suite aux dégradations subies pendant les travaux. L'entreprise responsable des dégradations devra assurer la remise en état des ouvrages endommagés, si le responsable des dégradations n'est pas reconnu c'est le compte PRORATA qui prendra en charge le coût des remises en état.

1.9. IMPLANTATION DES OUVRAGES

1.9.1. AXES DE REFERENCE

L'implantation des ouvrages par le géomètre à la charge de l'entreprise de gros-œuvre, sera faite par rapport à ces points et aux axes de référence du projet. Deux axes de référence soigneusement choisis seront implantés sur le site.

Ces deux axes de référence seront soigneusement conservés par les entrepreneurs à leurs frais pendant toute la durée du chantier et devront apparaître sur les plans d'exécution de terrassements, fondations et ouvrages béton armé.

1.9.2. IMPLANTATION GENERALE DES OUVRAGES

L'implantation générale comportera la matérialisation sur le terrain de l'ensemble des files de construction des ouvrages et des niveaux de référence. Les entrepreneurs devront faire réceptionner l'implantation générale des files et bâtiments avant tout démarrage des travaux de terrassements. Après les terrassements généraux, les files seront reportées sur les fonds de fouilles pour permettre l'implantation des fondations, en X, Y, Z, et des infrastructures.

1.9.3. TRAITS DE NIVEAUX – TRAÇAGE

Les entrepreneurs doivent l'implantation et le tracé de l'ensemble des éléments constitutifs du projet qu'ils auront à réaliser :

- Cloisons
- Trémies
- Regards
- Etc....

Ces implantations devront être faites par rapport aux axes de construction du bâtiment pour permettre des vérifications aisées. L'entrepreneur de gros œuvre devra battre à l'intérieur de tous les locaux du bâtiment et dans tous les étages un trait de niveau à +1 m du niveau fini de référence du plancher considéré. Ce trait de niveau devra être parfaitement entretenu pendant toute la durée du chantier aux frais de l'entrepreneur.

1.10. ELEMENTS DIVERS

1.10.1. SECURITE DU CHANTIER

Textes législatifs :

Les entrepreneurs devront se conformer à l'ensemble des dispositions et obligations en vigueur en matière de sécurité et de protection de la santé et notamment :

- loi N° 93-1418 du 31 Décembre 1993
- décret N° 94.1159 du 26 Décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et de la santé et lors des opérations de construction
- décret N° 95.543 du 4 Mai 1995 relatif au CISSCT
- décret N° 95.607 du 6 Mai 1995 modifiant le code du travail
- code du travail
- P.G.C.S.P.S

Les documents énoncés ci-dessus font partie intégrante du présent document. Le soumissionnaire spécialiste est rigoureusement tenu de se conformer aux clauses, spécifications et recommandations contenues dans ces ouvrages particuliers. Ceux-ci complètent les Prescriptions Communes et CCTP. Ces derniers ayant toutefois priorité en cas de contradiction pour autant que les règlements en vigueur, les normes et garanties obligatoires ou accessoires soient respectées.

Responsabilité des entrepreneurs :

Les entrepreneurs sont responsables du respect de l'ensemble des règles de sécurité pendant toute la durée du chantier. Ils mettront en évidence dans leur PPSPS l'ensemble des mesures de sécurité actives et passives mises en place pendant les travaux.

Protection contre l'incendie :

Les entrepreneurs sont responsables des dispositifs de lutte contre les incendies pendant toute la durée du chantier. Les matériaux inflammables doivent être stockés dans des zones très délimitées et dans les quantités strictement nécessaires à la consommation journalière.

Les dépôts de carburant sont soumis à la réglementation en vigueur, selon leur nature et leur importance. L'équipement de lutte contre l'incendie est à réaliser par les entrepreneurs à leurs frais et conformément aux dispositions du « PGC ». Les bouches d'incendie existantes doivent rester accessibles en permanence et les extincteurs doivent être maintenus en parfait état de fonctionnement.

1.10.2. CONTROLE DES TRAVAUX

Auto-contrôle :

Chaque entrepreneur est tenu d'effectuer un autocontrôle interne, tel que prévu par la loi 78-12 du 04.01.1978. Le contrôle interne auquel sont assujetties les entreprises doit être réalisé à différents niveaux :

- Au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition l'entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché ;
- Au niveau du stockage, l'entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques sont convenablement stockées et protégées ; de même qu'il s'assurera que les charges apportées aux structures sont compatibles avec ces dernières ;

- Au niveau de l'interface entre corps d'état, l'entrepreneur vérifiera, tant à la phase conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou exécuter par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses prestations ;
- Au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, l'entrepreneur s'assurera que la réalisation est faite conformément aux D.T.U., règles de l'art, Avis techniques, etc.
- Au niveau des essais, l'entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par le D.T.U. et les règles professionnelles et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites. Il fournira les résultats obtenus au contrôleur technique. Voir chapitre Contrôle technique des ouvrages.

Contrôles et Essais aux frais de l'entreprise :

Les divers matériaux ou matières intervenant dans les travaux, font l'objet de prélèvements sur le chantier aux fins d'analyse et d'essais par un laboratoire qualifié dans les conditions fixées par les documents des prescriptions techniques générales ou particulières.

En outre, les entrepreneurs doivent la réalisation des essais préconisés et/ou demandés pour les avis techniques des matériaux mis en œuvre. A ce titre, les essais COPREC sont exigés pour l'ensemble des lots concernés.

L'ensemble des contrôles et essais prévus dans le présent dossier et qui sortent du cadre de l'auto-contrôle des entrepreneurs devront obligatoirement se faire en présence d'un représentant du Maître d'œuvre.

Et ce, en particulier pour tous les essais particuliers prévus dans les CCTP des divers lots. (Étanchéité, lots techniques, etc...) Les résultats de ces contrôles devront être transmis au plus-tôt au Maître d'œuvre en particulier s'ils conditionnent la continuation des travaux du projet où l'accord du Maître d'œuvre est nécessaire.

1.11. ORGANISATION DU CHANTIER

1.11.1. FICHES TECHNIQUES DES MATERIELS ET MATERIAUX

Il est rappelé aux entrepreneurs qu'ils devront soumettre pour accord, au Maître d'œuvre, les fiches techniques et PV des matériels et matériaux avant leur achat et leur livraison.

Faute du respect de ces règles, le Maître d'œuvre se réserve le droit de refuser les matériels ou matériaux installés et de les faire remplacer aux frais des entrepreneurs sans indemnités ni rallongement de délais.

1.11.2. ETENDUE DES PRESTATIONS

Les prestations de l'entrepreneur comprennent les fournitures, le transport et la mise en œuvre nécessaires à la réalisation des ouvrages tel qu'il est décrit pour chaque lot, et à la parfaite livraison du bâti à sa destination. Notamment, sont à sa charge :

- La fourniture et le transport à pied d'œuvre de ses matériaux,
- Leur mise en place et leur montage définitif,
- Le réglage et la mise en service de ses appareils,
- Les essais de l'installation,
- L'enlèvement du matériel en excès et le nettoyage du chantier,
- Les aménagements nécessaires pour le stockage de ses fournitures,
- La réalisation des trous et percements non réservés avant coulage du béton,
- Les scellements, les saignées et les raccords, par matériau identique à celui employé
- La protection antirouille des parties métalliques,
- L'installation éventuelle d'échafaudage,
- La protection mécanique de ses ouvrages jusqu'à la réception,
- Les plans d'atelier et de chantier, croquis, notes de calcul de ses ouvrages et adaptations, résultants des marques et types retenus par l'entreprise et agréés par le maître d'œuvre.

1.11.3. TRAIT DE NIVEAU

Dito 0.9.3

1.11.4. RESERVATIONS – PERCEMENTS

Dans les ouvrages de gros-œuvre :

On attire l'attention sur le fait que certains voiles ne sont pas doublés et pas de faux-plafond et que le support devra être réceptionné par le peintre, ces ouvrages en béton devront donc avoir une parfaite planéité, sans bullage, lisse et sans aspérités pour réaliser la finition.

L'entrepreneur du lot Gros-œuvre doit la réalisation de l'ensemble des réservations et des percements dans les ouvrages en béton armé représentés sur les plans GO du dossier de la MOE, et ceux nécessaires pour ses propres travaux ; les autres réservations sont à charge financière (réalisation et étude) du lot demandeur.

Dans les ouvrages de Cloisons-Doublages :

L'entrepreneur du lot Cloisons et doublages doit la réalisation de l'ensemble des réservations dans les ouvrages qu'il aura réalisés et qui sont nécessaires au parfait achèvement des travaux pour son propre compte ou pour celui des autres corps d'états. Toutefois les percements, des corps d'états techniques, inférieurs à 10x10 ou à un \varnothing 10 cm restent à leur charge. L'entrepreneur du lot Cloisons-Doublage doit donc toutes les sujétions d'adaptation de ses ouvrages et ossatures pour permettre la réalisation des diverses réservations. Il doit également l'intégration et le réglage des bâtis livrés par les lots des menuiseries intérieures ou extérieures ou du serrurier dans ses ouvrages. Les entreprises ayant besoin de réservations doivent le faire par écrit 10 jours au minimum avant la réalisation des travaux. Passé ce délai le lot cloison est en droit de facturer les réservations aux entreprises n'ayant pas respecté cette règle.

Rebouchage des réservations et des percements :

Après passage des fluides et mise en œuvre de tous les ouvrages, le lot gros-œuvre doit le rebouchage ou le calfeutrement des réservations et des percements qu'il a réalisés en s'assurant de respecter les degrés coupe-feu des parois et planchers. De même le lot cloison-doublage doit le rebouchage ou le calfeutrement des réservations qu'il a réalisées.

Les lots techniques et secondaires doivent le rebouchage et le calfeutrement des percements qu'ils ont réalisés eux-mêmes dans les éléments de GO et dans les cloisons-doublages neufs ainsi que le rebouchage et le calfeutrement des trous, percements, saignées qu'ils ont réalisés dans l'existant. Toutes les réservations inutilisées seront rebouchées par l'entreprise de Gros œuvre ou de Cloison – Doublage aux frais de l'entreprise les ayant demandées/réalisées.

Il en est de même pour le rebouchage des réservations qui sont surdimensionnées par rapport aux ouvrages traversant.

1.11.5. TOLERANCE D'EXECUTION

Les tolérances particulières d'exécution des ouvrages sont précisées dans les différents CCTP du présent dossier.

Les sections des percements ne devront pas excéder de plus de 20 % les sections des équipements les traversant. Dans le cas contraire, les rebouchages complets seront à la charge du lot demandeur mais obligatoirement exécutés par le présent lot

1.11.6. NETTOYAGE EN COURS DE CHANTIER

Chaque entrepreneur intervenant sur le chantier devra toujours, immédiatement après exécution de ses travaux, procéder à l'enlèvement des gravois provenant de ses travaux et au balayage des locaux.

Chaque entrepreneur aura à sa charge la sortie des gravois après nettoyage et leur stockage dans la benne à gravats mise en place par le lot Gros-œuvre. Il sera formellement interdit de jeter des gravois par les ouvertures des façades; mais ils devront toujours être sortis ; soit par goulotte, soit en sacs ou par seaux.

En résumé, le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté, et chaque entrepreneur devra prendre ses dispositions à ce sujet, notamment anticiper le remplacement des bennes en coordination avec le GO.

De plus, et à raison de 1 fois par semaine minimum, il devra être effectué un nettoyage et balayage général de la construction. L'attribution des zones de nettoyage sera effectuée par le coordonnateur à chaque réunion de chantier selon la localisation et l'activité des entrepreneurs dans le chantier.

L'entrepreneur du lot Gros-œuvre aura en charge, le nettoyage et le maintien en bon état de propreté des abords du chantier. Les frais en seront supportés par le compte prorata.

Dans le cas de non-respect des prescriptions ci-dessus, le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage pourront à tout moment, demander à l'entreprise de gros-œuvre de faire procéder, par une entreprise extérieure de son choix, aux nettoyages et sortie de gravois, les frais en seront supportés par le compte prorata.

Toutes les entreprises devront mettre en place un SOGED et quantifier leurs déchets en relation avec l'entreprise du lot GO

Le lot GO aura à mettre en place les prescriptions indiquées dans la note concernant les déchets, notamment :

- Les demande de la charte chantier à faible impact environnemental (suivi des consommations, des déchets revalorisés ...)
- Renseignement en fin de travaux du registre électronique des déchets du MINARLM.

1.11.7. EVACUATION PROVISOIRE DES EAUX

L'évacuation provisoire des eaux pluviales par le bâtiment est à la charge du lot gros œuvre.

Epuisements :

Dans le cas d'épuisements, ils seront à la charge de l'entrepreneur de gros-œuvre, de même que les frais d'installation du matériel d'épuisement des eaux dans les fouilles, quelles que soient leur provenance et leur nature, ainsi que les dépenses de fonctionnement de ce matériel et les travaux provisoires qui s'avèreraient nécessaires au recueil et à l'évacuation de ces eaux.

1.11.8. ECHANTILLONS, LOCAUX ET OUVRAGES TEMOINS

Avant toute commande, l'entrepreneur devra soumettre à l'agrément du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre, les échantillons des appareils et matériaux qu'il compte utiliser conformément au cahier des charges.

Il sera loisible de proposer, en variante toutes autres marques d'appareils et matériaux de qualité au moins équivalente, en joignant à sa proposition les références, caractéristiques, et toutes garanties d'essais et d'homologations, ainsi que les incidences qu'entraîneraient leurs utilisations sur les autres corps d'état.

A défaut de l'assentiment du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre, l'entrepreneur sera tenu :

- soit de placer les appareils et matériaux prévus au projet de base,
- soit de faire modifier, à ses frais, les ouvrages nécessaires résultant de modifications apportées par ses soins.

Pour la présentation, l'entrepreneur établira un dossier technique donnant la liste de tous les produits qu'il compte mettre en œuvre avec Avis Technique, P.V. d'essais et de classement, les gammes de coloris. A partir de ce dossier, une liste d'échantillon sera établie en vue de présenter les produits.

Les échantillons seront étiquetés et conservés dans le bureau du maître d'œuvre, ils seront rendus à l'entreprise en fin de travaux. Des maquettes en vraie grandeur seront réalisées dès le début du chantier aux fins de mettre au point les différentes prestations des entreprises.

Les frais correspondants à ces dépenses sont réputés inclus dans les propositions des entreprises.

1.11.9. DEPENSES D'INTERETS COMMUNS – COMPTE PRORATA

Le CCAP précise les modalités de gestion et d'organisation du compte prorata. Les dépenses d'intérêts communs et de compte prorata seront conformes au CCAP. Les frais correspondant à ces dépenses sont réputés inclus dans les propositions des entreprises. La gestion des dépenses communes sera conforme au CCAP.

Il sera formé un comité de gestion du compte inter-entreprises dont les membres seront désignés parmi les titulaires des lots les plus importants. Ils désigneront parmi eux un président qui gèrera les dépenses communes selon les dispositions arrêtées par le comité.

Préchauffage :

En cas de nécessité l'entreprise titulaire du lot Chauffage-Ventilation devra inclure dans son offre toutes les dispositions nécessaires pour assurer le préchauffage et la ventilation des locaux afin de garantir :

- L'exécution de certains travaux en conformité avec les Règles de l'Art et les Documents Techniques,
- la bonne conservation des ouvrages exécutés et de leurs équipements jusqu'à la réception,
- la réalisation des essais.

Ces dispositions comprendront :

- Le montage des radiateurs et la mise en service des installations de chauffage.
- Le démontage et le remontage de ces mêmes radiateurs à la demande du titulaire du lot peinture afin qu'il puisse réaliser ses prestations.
- La mise en route des installations de ventilation et son nettoyage selon nécessité avant la réception.
- Prévoir remplacement des filtres sur CTA à l'issue des OPR
- Tous frais afférents à l'installation complète.

Dans cette hypothèse de l'utilisation des équipements du bâtiment, le préchauffage ne pourra être pris en considération au titre de réception du lot chauffage.

L'entrepreneur de chauffage s'assurera contre les risques et dommages de l'exploitation ou appareils d'appoint spéciaux de l'installation de chauffage et attestera, avant la mise en service, que les conditions techniques minimales pour accéder à cette demande seront réalisées. Les consommations d'énergie primaire **et la maintenance** seront prises en charge par le compte prorata.

Si les installations définitives ne sont pas opérationnelles, le lot GO installera les aérothermes électriques en nombre suffisant (la puissance de raccordement électrique de chantier devra avoir été dimensionnée en conséquence), les frais résultants (location, maintenance, installation et consommations) seront pris en charge par le compte prorata.

Dans le cas où le préchauffage serait rendu nécessaire à la suite d'un retard d'une entreprise déterminée, les frais seront supportés par celle-ci. Le préchauffage sera mis en place dès que les conditions atmosphériques le rendent nécessaire à la demande d'une entreprise et/ou de la maîtrise d'œuvre, afin de respecter la conformité avec les Règles de l'Art et les Documents Techniques,

Gardiennage :

La fermeture et l'ouverture journalières des accès chantier seront gérées par l'entreprise de gros œuvre qui désignera un responsable.

Le chantier doit être maintenu clos pendant toute la durée des travaux de façon à éviter toute intrusion y compris en dehors des jours et heures ouvrables, et compte tenu que l'entrepreneur reste responsable de ses ouvrages jusqu'à réception, il est laissé à l'initiative de l'entreprise de mettre en place un gardiennage.

Ils leur appartiendra de déterminer et de prendre en charge le gardiennage qui sera le mieux adapté à leurs besoins. Dans la mesure où les entreprises assurent correctement la fermeture du chantier, si le Maître d'ouvrage estime que ses installations doivent être protégées contre le vol, les risques de dégradations et les intrusions malveillantes, il lui appartiendra de déterminer et de prendre en charge le gardiennage qui sera le mieux adapté à ces besoins. Pendant la phase chantier, l'entreprise de gros œuvre doit à sa charge la mise en œuvre des portes provisoires sur les accès du bâtiment et la dépose en fin de chantier avant mise en œuvre des portes définitives.

1.11.10. USAGE DES MATERIELS ET ENGINS :

Afin d'éliminer au maximum les bruits de chantier, tous les engins de levage et postes de bétonnage fonctionneront obligatoirement à l'électricité. En règle générale, l'usage de moteur à explosion ou diesel ne pourra être toléré que pour les véhicules de chantier ou les compresseurs dans le cas de démolition et à condition que ces moteurs soient munis de silencieux réglementaires.

La position des engins à poste fixe sera étudiée pour limiter les nuisances, la pose éventuelle d'écran acoustique pourra être imposée.

1.11.11. GARANTIE DES INSTALLATIONS

Les garanties contractuelles sont définies à l'article 44 du C.C.A.G. travaux.

Délai de garantie :

Outre les garanties spécifiques à certains corps d'état qui seront observées (garanties biennales, décennales, reprise de végétaux, fonctionnement sur saison, etc.), les entrepreneurs garantissent leurs installations pendant une période d'un an à compter de la date de réception, dans les conditions indiquées ci-après.

Lorsque la réception n'a pu être prononcée, cette période de garantie se trouve prolongée d'office jusqu'au jour où cette réception est effectivement prononcée. Le marché de travaux est traité en marché unique, avec une réception globale.

Etendue de la garantie :

Au titre de la garantie, chaque entrepreneur doit la réparation et éventuellement, le remplacement gratuit (déplacements, fourniture et pose) de toute partie du matériel qui, au cours du délai de garantie serait reconnue défectueuse. Les défauts constatés ou les accidents survenus sont notifiés à l'entrepreneur pour qu'il puisse entreprendre les réparations dans un délai fixé par le Maître d'Ouvrage.

Passé ce délai, le Maître d'Ouvrage peut faire procéder d'office et aux frais de l'entrepreneur, aux réparations nécessaires sans préjudice de dommages et intérêts qui lui seraient réclamés si le défaut de réparation causait un accident ou un préjudice.

1.11.12. MISE AU COURANT DU PERSONNEL D'EXPLOITATION ET DE MAINTENANCE

Dès la prise de possession de son installation par le Maître d'Ouvrage et à une date fixée en accord avec lui, chaque entrepreneur concerné déléguera, sur site, un de ses représentants qualifiés, sans limitation de durée, pour mettre le personnel désigné par le chef d'établissement, au courant de son installation, de son fonctionnement et de son entretien.

1.11.13. GESTION DES DECHETS DE CHANTIER

Les entreprises prendront en compte les dispositions indiquées dans la note concernant les déchets jointes au dossier.

Il sera formellement interdit :

- De brûler sur le site des matériaux ou matériels quel que soit leur nature ou leur forme,
- D'abandonner ou d'enfouir des déchets sur le site,
- De mélanger des déchets de nature différente (souillés/non souillés).
- Limitation des volumes et quantités de déchets
- La production du béton se fera hors du site, réduisant ainsi les pollutions et les nuisances sonores.
- La réalisation des réservations par des blocs de polystyrène est proscrite sur ce chantier. Des éléments réutilisables en bois ou métalliques seront utilisés.
- La reprise des emballages et des palettes de livraison doit faire l'objet d'un accord avec les fournisseurs dès la passation des marchés.
- La vérification des études d'exécution permet d'éviter les reprises de réservation au marteau-piqueur, ce qui réduit la quantité de gravats, ainsi que les nuisances sonores.
- L'optimisation des plans de calepinage permettra également de réduire la quantité de déchets provenant des chutes de matériaux (cloisons, doublages, etc.)

Tri et collecte séparative des déchets :

L'entreprise de Gros œuvre, responsable de la gestion des déchets, identifiera les filières locales de valorisation ou de récupération des déchets, situées à moins de 50 kilomètres du chantier :

- Bétons et gravats inertes : filières de concassage/criblage, mise en CET de classe III,
- Déchets métalliques : ferrailleurs,
- Bois : tri, recyclage des bois non traités, incinération,
- Déchets verts : compostage,
- Plastiques : tri et, selon le plastique, broyage et recyclage en matière première, incinération, mise en CET de classe I ou classe II,
- DIB non valorisables : compactage et mise en CET de classe II,
- DIS (peintures, colles, vernis...) : tri et incinération ou mise en CET de classe I.

Dès la remise de l'offre, l'entreprise de Gros œuvre fournira un plan complet de gestion des déchets indiquant :

- Les coordonnées de l'entreprise de collecte et des filières de valorisation,
- Les coûts de prise en charge pour chaque type de déchet,
- Le nombre de bennes nécessaires sur le chantier,
- Le rythme et le délai maximal d'enlèvement des bennes pleines.

La possibilité de l'acheminement des déchets en vrac vers un centre de tri et de regroupement des déchets du BTP pourra être envisagée. Cependant il conviendra de réaliser à minima un pré-tri afin de séparer les déchets inertes, les déchets non dangereux (DIB) et les déchets dangereux (DIS).

1.12. OPERATIONS DE RECEPTION

1.12.1. NETTOYAGE GENERAL

Les nettoyages généraux du chantier pour la réception et la livraison des bâtiments seront assurés par le lot PEINTURE à ses frais suivant les prescriptions de ce lot,

1.12.2. LIBERATION DU CHANTIER

En fin de travaux et avant la réception définitive, les entrepreneurs devront procéder à la libération du chantier de tous les équipements nécessaires aux travaux et en particulier,

1.12.3. CLOTURES

Evacuation de l'ensemble des clôtures, portails à la charge du lot gros-œuvre.

1.12.4. INSTALLATIONS DE CHANTIER

Evacuation de l'ensemble des installations de chantier à la charge du lot gros œuvre et remise en état des terrains.

1.12.5. REMISE EN ETAT DES LIEUX

Lors de l'achèvement des travaux de tous les corps d'état, les entrepreneurs devront remettre le terrain en état, en procédant à l'enlèvement de tous les gravois, déchets et détritux divers et au nivellement du sol, de manière à ne laisser subsister aucune trace de chemin provisoire, d'ornièrre, de dépôt de matériaux de fouille quelconque ou de toute partie détériorée pendant l'exécution des travaux.

Le constat préalable réalisé en début de travaux servira de base pour la détermination des ouvrages endommagés à remettre en état par les entrepreneurs à leurs frais et suivant les prescriptions précisées à l'Article « constat d'huissier » ci-avant.

1.13. TRAVAUX ACCESSOIRES

Le poste travaux accessoires est réservé à l'entrepreneur selon nécessité pour indiquer dans son D.P.G.F le montant global et forfaitaire des travaux suivants :

- De l'ensemble des travaux préparatoires, d'installation de chantier, échafaudages, protections, nettoyages, remise en état, et notamment les prestations définies dans le P.G.C.S.P.S.
- Des plans de détails complémentaires, des plans d'ateliers, documents graphiques divers, notes de calculs complémentaires, etc.
- Dossier d'ouvrages exécutés (D.O.E.)
- De l'ensemble des travaux accessoires non décrits dans le C.C.T.P. mais nécessaires à la bonne réalisation, au respect des Normes et Règlements et au bon achèvement de ses ouvrages,
- De l'ensemble des travaux mal indiqués ou omis dans le C.C.T.P.

POSTES A CHIFFRER :

- Installation de chantier
- Synthèse, plan d'atelier, etc...
- Dossier d'ouvrages exécutés (D.O.E.)

IMPORTANT :

Dans le cas où l'entrepreneur ne prévoirait aucun montant au regard de ce poste ou si le DPGF de l'entrepreneur n'est pas établi dans le cadre de bordereau joint et ne prend pas ce poste, l'ensemble des prestations sera considéré comme inclus dans le montant global et forfaitaire des travaux.

1.14. DOSSIER DE RECOLEMENT DES OUVRAGES

En fin de travaux, les entrepreneurs devront fournir à leurs frais un dossier des ouvrages exécutés qui comportera deux volets.

1 – D.I.U.O : Dossier des Interventions Ultérieures

2 – D.O.E : Dossier des Ouvrages Exécutés

1.14.1. D.I.U.O (TRAÇABILITE)

Ce dossier sera constitué et remis au Maître d'ouvrage suivant les spécifications du PGC et du CCAP.

1.14.2. D.O.E

Au fur et à mesure de l'avancement du chantier sont établis, par les diverses entreprises, des documents de détails qui seront centralisés par l'O.P.C. et vérifiés par le maître d'œuvre. Ces divers documents permettront, en fin de chantier et au plus tard pour la réception, l'établissement des plans d'ensemble et de détail "conformes à l'exécution". L'entrepreneur joindra à ces plans les notes de calcul, notices d'utilisation et d'entretien, les marques et références des appareils fournis et toutes pièces qui pourront lui être demandées par le Maître d'œuvre.

En complément aux prescriptions de l'article 40 du C.C.A.G., chaque entreprise devra fournir, pour chaque lot du marché :

Dossier n° 1 constitué :

- Des pièces écrites ou graphiques nécessaires pour assurer l'exploitation immédiate du lot,
- De tous les P.V. d'essais C.S.T.B., etc.,
- Des dossiers de sécurité avec P.V. d'essais,
- Des notices d'utilisation et d'entretien en traduction française donnant le détail des opérations de conduite, la périodicité et la nature des opérations de contrôle, d'entretien et de révision, la nature exacte et le type des ingrédients d'entretien,
- Copie des quittances des primes d'assurance,
- D'une nomenclature des pièces de rechange à approvisionner couramment, indiquant leur désignation, le nom et l'adresse des fournisseurs,
- Des bons de garantie du matériel d'équipement mobilier.

Dossier n° 2 constitué :

- Des plans de recollement des ouvrages, notamment V.R.D., fluides, etc.,
- Des plans conformes à l'exécution T.C.E.,
- De tous documents nécessitant une mise à jour après la terminaison des travaux.

REMISE DES DOSSIERS :

- Le dossier D.O.E sera remis obligatoirement lors de la réception avec ou sans réserve.

Version pour validation :

Ces dossiers seront produits en 1 exemplaire à envoyer à la maîtrise d'œuvre pour validation.

Version définitive :

Après validation, Pour tous les corps d'états, en 2 exemplaires format normalisé A4, avec en plus pour les pièces graphiques et un jeu de CD au format DWG et PDF.

- 2 exemplaires informatiques sous clés pour le Maître d'Ouvrage au format DWG et pdf).
- 1 exemplaire papier et 1 exemplaire informatique pour le Maître d'Œuvre, (exemplaires papier format normalisé A4 et un jeu de CD au format DWG et pdf).

En plus de ces dossiers les éléments réclamés par le coordinateur de Sécurité dans le cadre du DIUO sont à fournir en deux exemplaires

1.15. ANNEXES

1.15.1. ANNEXE 1 : Règlement intérieur de la BAN

1.15.2. ANNEXE 2 : Déclaration Individuelle pour Marché Sensible

1.15.3. ANNEXE 3 : Fiche Individuelle de Contrôle Élémentaire

1.15.4. ANNEXE 4 : Note concernant les déchets

Fin du CCTP du lot n°00 - Prescriptions générales communes